

RCS : COUTANCES

Code greffe : 5002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de COUTANCES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1978 B 00015

Numéro SIREN : 309 847 119

Nom ou dénomination : IN EXTENSO SECAG

Ce dépôt a été enregistré le 22/02/2021 sous le numéro de dépôt 1041

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2020	Net 30/06/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	93 895	93 297	598	100
Fonds commercial (1)	1 740 696		1 740 696	1 740 696
Autres immobilisations incorporelles	871 105		871 105	871 105
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	85 581		85 581	85 581
Constructions	1 632 325	677 928	954 397	1 022 731
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	3 192 984	2 096 871	1 096 113	1 216 802
Immobilisations corporelles en cours	12 844		12 844	6 007
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	8 606 485	183 996	8 422 489	8 460 586
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	2 404		2 404	2 384
Prêts				
Autres immobilisations financières	44 385		44 385	40 869
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	16 282 705	3 052 091	13 230 614	13 446 861
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 577		5 577	3 796
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	5 682 267	225 725	5 456 542	5 154 595
Autres créances	2 658 872		2 658 872	2 791 399
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 935 623		1 935 623	1 681 564
Charges constatées d'avance (3)	40 435		40 435	52 574
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 322 774	225 725	10 097 049	9 683 929
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	26 605 479	3 277 816	23 327 663	23 130 789
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			900 000	900 000

BILAN PASSIF

	30/06/2020	30/06/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 568 400	1 568 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	2 078 345	2 078 345
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	156 840	156 840
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	6 074 618	5 914 004
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 242 269	1 922 196
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	26 145	23 945
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12 146 618	11 663 730
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	676 500	667 500
Provisions pour charges	352 848	249 095
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 029 348	916 595
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 225 799	2 698 202
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 936 573	2 365 721
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	845 689	940 603
Dettes fiscales et sociales	3 484 984	3 192 426
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 299	22 699
Autres dettes	54 066	49 326
Produits constatés d'avance	1 600 288	1 281 488
TOTAL DETTES (1)	10 151 697	10 550 465
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	23 327 663	23 130 789
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 617 765	4 222 289
(1) Dont à moins d'un an (a)	6 533 932	6 328 176
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTES DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2020	30/06/2019
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	64 296		64 296	55 168
Production vendue (biens)	97 913		97 913	137 524
Production vendue (services)	14 051 059		14 051 059	14 658 204
Chiffre d'affaires net	14 213 269		14 213 269	14 850 896
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				11 949
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			189 864	136 421
Autres produits			9 640	10 129
Total produits d'exploitation (I)			14 412 772	15 009 394
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			13 495	6 600
Variations de stock			1 549	-3 053
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 306 315	1 933 112
Impôts, taxes et versements assimilés			375 311	400 409
Salaires et traitements			5 544 817	6 232 874
Charges sociales			2 257 458	2 584 786
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			296 540	298 200
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			63 093	59 644
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			124 923	59 011
Autres charges			978 112	1 078 770
Total charges d'exploitation (II)			11 961 613	12 650 353
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			2 451 160	2 359 041
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			738 777	598 536
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			21	64
Autres intérêts et produits assimilés (3)			56 351	22 617
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			795 148	621 218
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				33 996
Intérêts et charges assimilées (4)			60 587	73 580
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			60 587	107 576
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			734 562	513 642
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			3 185 721	2 872 683

COMPTES DE RESULTAT

	30/06/2020	30/06/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	776	936
Sur opérations en capital	811 823	148 386
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		195 000
Total produits exceptionnels (VII)	812 600	344 322
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	185	1 174
Sur opérations en capital	912 920	404 135
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 200	2 627
Total charges exceptionnelles (VIII)	915 305	407 936
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-102 706	-63 614
Participation des salariés aux résultats (IX)	148 864	200 824
Impôts sur les bénéfices (X)	691 882	686 048
Total des produits (I+III+V+VII)	16 020 520	15 974 933
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	13 778 251	14 052 737
BENEFICE OU PERTE	2 242 269	1 922 196
<i>(a) Y compris :</i>		
- Redevances de crédit-bail mobilier	13 414	29 064
- Redevances de crédit-bail immobilier		
<i>(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs</i>		
<i>(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs</i>		
<i>(3) Dont produits concernant les entités liées</i>	760 717	602 647
<i>(4) Dont intérêts concernant les entités liées</i>	37 465	41 158

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SAS IN EXTENSO SECAG

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2020, dont le total est de 23 327 663 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 242 269 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2019 au 30/06/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/07/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dlts comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets :
 - Logiciels : linéaire de 1 à 3 ans
- * Constructions :
 - Immeubles structure : Linéaire 25 ans
 - Immeubles autres composants : Linéaire 12 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 12 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 4 ans
- * Mobilier : 10 ans

REGLES ET METHODES COMPTABLES

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires (Droit de mutation, honoraires et frais d'actes).

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net corrigée de la filiale ou en fonction de ses perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable inscrite à l'actif du bilan (augmentée le cas échéant du malin technique affecté aux titres de participation), une provision pour dépréciation des titres est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Dérogations

L'entreprise a eu recours à des options particulières :

- Travaux en cours clients :

~

- Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont évalués au prix de vente avec prise en compte des bonis et malis et en retenant la méthode de l'avancement.

- Ils figurent en « Clients à facture à établir » lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en « produits constatés d'avance » lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

FAITS CARACTERISTIQUES

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Provision litige URSSAF:

Il existe un contentieux en cours avec l'URSSAF.

La provision nette pour ce litige est de 120 K€.

Provision litige social:

un litige prud'homal est en cours avec un anclen salarié. La provision s'élève à 150 K€ au 30-06-2019.

Fusion EDIGES :

La société IN EXTENSO SECAG a absorbée la société EDIGES (filiale à 100%). Suite à cette fusion, la société IN EXTENSO SECAG a comptabilisé, en produit financier, le boni de fusion de 34 K€.

COVID-19 :

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par le COVID-19 à compter de mars 2020 mais l'impact est resté limité pour l'exercice clos au 30/06/2020.

Compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, l'entité n'est cependant pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel pour l'exercice à venir.

Toutefois, par mesure de prudence, certains paiements ont été décalés :

- charges sociales pour 227 K€ au 30/06/2020, ce montant a été régularisé en juillet 2020,
- Acompte d'IS pour 158 K€ au 30/06/2020,
- Echéances d'emprunt pour 25 K€ au 30/06/2020.

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise en résultant à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

L'exercice a une durée de 12 mois (1/07/2019 au 30/06/2020) contre 13 mois (1/06/2018 au 30/06/2019) lors de l'exercice précédent.

Autres éléments significatifs

Identité de la société consolidante :

Dénomination sociale : AVENIR IE

Forme : SAS

Siren : 844 333 245

Au capital de : 68 041 440 euros

Adresse du siège social :

106 cours Charlemagne

69002 LYON

La société SECAG a été transformée en SAS sur l'exercice.

NOTES SUR LE BILAN

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	1 740 696			1 740 696
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	964 080	920		965 000
Immobilisations incorporelles	2 704 777	920		2 705 697
- Terrains	85 581			85 581
- Constructions sur sol propre	1 632 325			1 632 325
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 986 141	44 840		2 030 981
- Matériel de transport	256 900		15 990	240 910
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	883 146	68 825	30 878	921 093
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	6 007	12 844	6 007	12 844
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 850 100	126 509	52 875	4 923 734
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	8 644 582	679 799	717 896	8 606 485
- Autres titres immobilisés	2 384	20		2 404
- Prêts et autres immobilisations financières	40 869	3 516		44 385
Immobilisations financières	8 687 835	683 335	717 896	8 653 274
ACTIF IMMOBILISE	16 242 711	810 765	770 771	16 282 705

NOTES SUR LE BILAN

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	920	126 509	683 335	810 765
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	920	126 509	683 335	810 765
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		6 007	38 126	44 133
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		46 868	679 770	726 638
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		52 875	717 896	770 771

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce figure à l'actif du bilan pour sa valeur d'achat, d'apport ou résulte d'opération de fusion.

La valeur d'inventaire du fonds de commerce correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée sur la base des performances opérationnelles actuelles et futures estimées de l'entreprise, ou d'une valeur de marché.

Lorsque des événements ou changements des conditions du marché sont susceptibles de provoquer une perte de valeur, aboutissant à une valeur d'utilité inférieure à la valeur inscrite au bilan, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

	30/06/2020
Éléments achetés	1 673 923
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	66 773
Total	1 740 696

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition ou d'apport et intègrent les malis de fusion suivants:

Mali technique de 115 913 € sur la TUP de H2 Audit et Conseil intervenue au 09 Janvier 2007.

Mali technique de 54 860 € sur la TUP de sarl BANOREC intervenue le 01 juillet 2012, compensé par un actif sous-jacent des parts de la SCI et du fonds de commerce

NOTES SUR LE BILAN

Mali technique de 700 331 € sur la TUP de sarl GRANVILLAISE DE COMPTABILITE intervenue le 01 janvier 2013, compensé par l'actif sous-jacent du fonds de commerce
Ils ne font l'objet d'aucun amortissement.

Une dépréciation est constituée, lorsque la valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable, pour le montant de la différence.

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS IN EXTENSO COGEX 50200 COUTANCES	210 000	347 934	100,00	95 166
SAS IN EXTENSO CAEN 14200 SAINT CONTEST	600 000	565 108	85,81	116 015
SAS CABINET GARNIER IN EXTENSO 61100 FLERS	182 000	94 771	100,00	21 380
SAS IN EXTENSO NORMANDIE SEINE 76230 BOIS GUILLAUM	100 000	793 673	100,00	251 373
SAS IN EXTENSO ORNE 61009 ALENCON CEDEX	105 000	1 933 562	100,00	200 093
SARL IN EXTENSO SOCIAL NORMANDIE 76800 SAINT-ETIEN	100 000	21 457	100,00	11 354
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	8 558 463	8 374 467			719839
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

NOTES SUR LE BILAN

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	92 875	422		93 297
Immobilisations incorporelles	92 875	422		93 297
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	609 594	68 333		677 928
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 141 072	107 962		1 249 033
- Matériel de transport	160 079	34 698	10 542	184 235
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	608 234	85 126	29 758	663 602
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 518 980	296 118	40 300	2 774 798
ACTIF IMMOBILISE	2 611 855	296 540	40 300	2 868 095

NOTES SUR LE BILAN

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 425 959 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	44 385		44 385
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	2 658 872	1 758 872	900 000
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	40 435	40 435	
Total	8 425 959	7 481 574	944 385
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - FAE groupe IE	4 656
Clients - FAE hors groupe	596 829
RRR à obtenir & avois à recevoir	28 916
Divers - Produits à recevoir	395 865
Total	1 026 267

NOTES SUR LE BILAN

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 568 400,00 euros décomposé en 156 840 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 14/12/2019.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	1 922 196
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	1 922 196
Affectations aux réserves	160 615
Distributions	1 761 582
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	1 922 196

NOTES SUR LE BILAN

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/07/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/06/2020
Capital	1 568 400				1 568 400
Primes d'émission	2 078 345				2 078 345
Réserve légale	156 840				156 840
Réserves générales	5 914 004	160 615	160 615		6 074 618
Résultat de l'exercice	1 922 196	-1 922 196	2 242 269	1 922 196	2 242 269
<i>Dividendes</i>		1 761 582			
Provisions réglementées	23 945		2 200		26 145
Total Capitaux Propres	11 663 730		2 405 084	1 922 196	12 146 618

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	23 945	2 200		26 145
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	23 945	2 200		26 145
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		2 200		

NOTES SUR LE BILAN

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	12 500	9 000			21 500
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires Pour impôts	249 095	115 923	12 170		352 848
Renouvellement des Immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	655 000				655 000
Total	916 595	124 923	12 170		1 029 348
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		124 923	12 170		
Financières					
Exceptionnelles					

Méthode de calcul des engagements de retraite :

La convention collective applicable est celle des Cabinets d'expertise Comptable. Elle prévoit des indemnités de fin de carrière.

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation à la date du 30/06/2020.

Le calcul est réalisé selon la méthode retrospective prorata temporis et tient compte des paramètres suivants :

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes:

- Taux d'actualisation : 1,04 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel défini en fonction de l'ancienneté, sur la base de statistiques réalisées par le groupe IN EXTENSO, fixé à :
 - 14% : si ancienneté inférieure à 5 ans ;
 - 9% : si ancienneté comprise entre 5 et 15 ans
 - 4% : si ancienneté supérieure à 15 ans.

L'incidence sur le résultat d'exploitation est de : -103 753 €.

NOTES SUR LE BILAN

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 10 151 697 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 225 799	425 252	1 362 877	437 671
Emprunts et dettes financières divers (*)	1 897 372	80 154	1 017 218	800 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	845 689	845 689		
Dettes fiscales et sociales	3 484 984	3 484 984		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 299	4 299		
Autres dettes (**)	93 267	93 267		
Produits constatés d'avance	1 600 288	1 600 288		
Total	10 151 697	6 533 932	2 380 095	1 237 671
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	130 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	602 403			
(**) Dont envers les groupes et associés	39 201			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 26 440 euros.

NOTES SUR LE BILAN

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - FAR groupe IE	19 317
Fournisseurs - FAR hors groupe	81 647
Intérêts courus sur associés - C/C	323
Dettes provisionnées pour CP	805 251
Dettes provisionnées pour RTT	146 267
Dettes prov. sur part. des salariés	148 500
Personnel - Intéressement à payer	5 021
Orga. sociaux - CS sur CP	331 533
Orga. sociaux - Autres CS à payer	30 659
Charges à payer particip eff constr	37 977
Etat - Charges fiscales / ch. pers.	20 267
Charge à payer - CFE	1 114
Charges à payer - CVAE	3 866
Charge à payer - Taxe foncière	12 800
Charge à payer - TVTS	3 317
Charge à payer - Taxe handicap	1 125
RRR à accorder et autres AAE	29 915
Total	1 678 899

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	40 435		
Total	40 435		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 600 288		
Total	1 600 288		

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires	97 913		97 913
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	13 227 418		13 227 418
Ventes de marchandises	64 296		64 296
Produits des activités annexes	823 642		823 642
TOTAL	14 213 269		14 213 269

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 15 845 euros

Honoraire des autres services : 800 euros

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transferts de charges	2 021	
79143000 - Avantages en nature associés	3 600	
79150000 - Trf de charges - Divers social	156 326	
	161 947	
Total	161 947	

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	185	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	686 338	
Autres charges	226 582	
Amortissements dérogatoires	2 200	
Rentrées sur créances amorties		776
Produits des cessions d'éléments d'actif		585 241
Autres produits		226 582
TOTAL	915 305	812 600

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	3 185 721	720 640	2 465 081
+ Résultat exceptionnel	-102 706	-28 758	-73 948
- Participations des salariés	148 864		148 864
Résultat comptable	2 934 151	691 882	2 242 269

(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)

(**) Majoré du montant du CICE

(montant repris de la colonne "impôt correspondant")

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 66 718 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	26 145
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	26 145
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles	264 423
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	264 423
C. Déficit reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	79 426
(A - B - C - D) * 33 1/3 %	

AUTRES INFORMATIONS

Effectif

Effectif moyen du personnel : 139,75 personnes dont 5 apprentis et 4,5 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	48	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	92	
Ouvriers		
Total	140	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

AUTRES INFORMATIONS

Montant en
euros

Effets escomptés non échus

Nantissements

946 959

Intérêts restant à payer

42 407

Intérêts provisionnels sur la participation

7 301

In Extenso Normandie Seine : caution sur emprunt

1 634 112

Promesse d'hypothèque

811 012

Avals et cautions

3 441 791

Engagements en matière de pensions

Engagements de crédit-bail mobilier

Engagements de crédit-bail immobilier

Autres engagements donnés

Total**3 441 791**

Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Engagements assortis de sûretés réelles

IN EXTENSO SECAG

Société par actions simplifiée
Au capital de 1.580.060 €uros
Siège social : 26, route de Coutances - Donville les Bains (50350)
309 847 119 RCS Coutances

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 19 DÉCEMBRE 2020

Proposition d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2020

DEUXIEME RÉOLUTION

(Affectation du résultat)

L'assemblée générale, constatant que le résultat net comptable bénéficiaire de l'exercice s'élève à 2.242.269,13 €uros, approuve la proposition du Président et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

- Résultat net 2.242.269,13 €uros
- À titre de dividendes aux actionnaires, la somme de 1.817.069,00 €uros
Soit un dividende de 11,50 € par action
- Le solde, au poste « Autres réserves », soit la somme de 425.200,13 €uros

Ce dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Il est précisé que :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2020 éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 19.653,50 €uros ;
- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2020 non éligibles à la réfaction de 40 % s'élève donc quant à lui à 1.797.415,50 €uros.

L'assemblée reconnaît avoir été informée que les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement, sauf exceptions, à un prélèvement forfaitaire non libératoire au taux de 12,8 % perçu à titre d'acompte ainsi qu'aux prélèvements sociaux à hauteur de 17,2 %. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75.000 € (contribuables soumis à une imposition commune). La dispense doit être demandée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu : soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt et sur option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %. Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif.

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

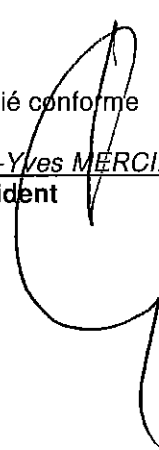
Exercice clos le	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction de 40 % sur les dividendes (Article 158.3.2 C.G.I.)	
			Dividendes éligibles	Dividendes non éligibles
30 juin 2019	1.803.660,00 €	156.840	43.343,50 €	1.760.316,50 €
31 mai 2018	1.568.400,00 €	156.840	37.700,00 €	1.530.700,00 €
31 mai 2017	1.529.190,00 €	156.840	45.922,50 €	1.483.267,50 €

Décision de l'Assemblée générale ordinaire annuelle en date du 19 décembre 2020 :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme

Jean-Yves MERCIER
Président



Société par Actions Simplifiée
IN EXTENSO SECAG
26, route de Coutances
50350 DONVILLE LES BAINS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 juin 2020





Compagnie
Française
de Contrôle
& d'Expertise

Société de
commissaires
aux comptes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2020

Société par Actions Simplifiée
IN EXTENSO SECAG
26, route de Coutances
50350 DONVILLE LES BAINS

A l'assemblée générale de la société **IN EXTENSO SECAG**,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **IN EXTENSO SECAG** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 15 octobre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

112 bis, rue Cardinet
75017 PARIS

Tél. 01 40 53 39 80
fax 01 40 53 05 56

S.A. au capital de
37 000 €
Inscrite à la
Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Paris
RCS Paris B 602 006 116
Code NAF 6920 Z
N° TVA Intracommunautaire :
FR 95602006116

.../...

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note « Titres de participation » (page 9) de l'annexe présente les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation desdits titres ;
- La note « Immobilisations incorporelles » (page 13) de l'annexe présente les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation du fonds commercial.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies en annexe.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 1er décembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévue à l'article D.441-4 du code de commerce, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leurs concordances avec les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 11 décembre 2020

**Compagnie Française
De Contrôle et d'Expertise
« C.F.C.E. »**

Société de commissaires aux comptes


Albert ABEHSSERA
Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2020	Net 30/06/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	93 895	93 297	598	100
Fonds commercial (1)	1 740 696		1 740 696	1 740 696
Autres immobilisations incorporelles	871 105		871 105	871 105
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	85 581		85 581	85 581
Constructions	1 632 325	677 928	954 397	1 022 731
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	3 192 984	2 096 871	1 096 113	1 216 802
Immobilisations corporelles en cours	12 844		12 844	6 007
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	8 606 485	183 996	8 422 489	8 460 586
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	2 404		2 404	2 384
Prêts				
Autres Immobilisations financières	44 385		44 385	40 869
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	16 282 705	3 052 091	13 230 614	13 446 861
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 577		5 577	3 796
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	5 682 267	225 725	5 456 542	5 154 595
Autres créances	2 658 872		2 658 872	2 791 399
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 935 623		1 935 623	1 681 564
Charges constatées d'avance (3)	40 435		40 435	52 574
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 322 774	225 725	10 097 049	9 683 929
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	26 605 479	3 277 816	23 327 663	23 130 789
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			900 000	900 000

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

BILAN PASSIF

	30/06/2020	30/06/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 568 400	1 568 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	2 078 345	2 078 345
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	156 840	156 840
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	6 074 618	5 914 004
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 242 269	1 922 196
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	26 145	23 945
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12 146 618	11 663 730
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	676 500	667 500
Provisions pour charges	352 848	249 095
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 029 348	916 595
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 225 799	2 698 202
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 936 573	2 365 721
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	845 689	940 603
Dettes fiscales et sociales	3 484 984	3 192 426
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 299	22 699
Autres dettes	54 066	49 326
Produits constatés d'avance	1 600 288	1 281 488
TOTAL DETTES (1)	10 151 697	10 550 465
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	23 327 663	23 130 789
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 617 765	4 222 289
(1) Dont à moins d'un an (a)	6 533 932	6 328 176
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

COMPTES DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2020	30/06/2019
Produits d'exploitation (I)				
Ventes de marchandises	64 296		64 296	55 168
Production vendue (biens)	97 913		97 913	137 524
Production vendue (services)	14 051 059		14 051 059	14 658 204
Chiffre d'affaires net	14 213 269		14 213 269	14 850 896
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				11 949
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			189 864	136 421
Autres produits			9 640	10 129
Total produits d'exploitation (I)			14 412 772	15 009 394
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			13 495	6 600
Variations de stock			1 549	-3 053
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 306 315	1 933 112
Impôts, taxes et versements assimilés			375 311	400 409
Salaires et traitements			5 544 817	6 232 874
Charges sociales			2 257 458	2 584 786
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			296 540	298 200
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			63 093	59 644
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			124 923	59 011
Autres charges			978 112	1 078 770
Total charges d'exploitation (II)			11 961 613	12 650 353
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			2 451 160	2 359 041
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			738 777	598 536
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			21	64
Autres intérêts et produits assimilés (3)			56 351	22 617
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			795 148	621 218
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				33 996
Intérêts et charges assimilées (4)			60 587	73 580
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			60 587	107 576
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			734 562	513 642
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			3 185 721	2 872 683

C.F.C.E

112, bis rue Cardinet
75017 PARIS

Commissaire aux comptes

COMPTES DE RESULTAT

	30/06/2020	30/06/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	776	936
Sur opérations en capital	811 823	148 386
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		195 000
Total produits exceptionnels (VII)	812 600	344 322
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	185	1 174
Sur opérations en capital	912 920	404 135
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 200	2 627
Total charges exceptionnelles (VIII)	915 305	407 936
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-102 706	-63 614
Participation des salariés aux résultats (IX)	148 864	200 824
Impôts sur les bénéfices (X)	691 882	686 048
Total des produits (I+III+V+VII)	16 020 520	15 974 933
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	13 778 251	14 052 737
BENEFICE OU PERTE	2 242 269	1 922 196
<i>(a) Y compris :</i>		
- <i>Redevances de crédit-bail mobilier</i>	13 414	29 064
- <i>Redevances de crédit-bail immobilier</i>		
<i>(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs</i>		
<i>(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs</i>		
<i>(3) Dont produits concernant les entités liées</i>	760 717	602 647
<i>(4) Dont intérêts concernant les entités liées</i>	37 465	41 158

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SAS IN EXTENSO SECAG

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2020, dont le total est de 23 327 663 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 2 242 269 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2019 au 30/06/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/07/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets :
 - Logiciels : linéaire de 1 à 3 ans
- * Constructions :
 - Immeubles structure : Linéaire 25 ans
 - Immeubles autres composants : Linéaire 12 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 12 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 4 ans
- * Mobilier : 10 ans

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires (Droit de mutation, honoraires et frais d'actes).

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net corrigée de la filiale ou en fonction de ses perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable inscrite à l'actif du bilan (augmentée le cas échéant du mali technique affecté aux titres de participation), une provision pour dépréciation des titres est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Dérogations

L'entreprise a eu recours à des options particulières :

- Travaux en cours clients :

-

- Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont évalués au prix de vente avec prise en compte des bonis et malis et en retenant la méthode de l'avancement.

- Ils figurent en « Clients à facture à établir » lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en « produits constatés d'avance » lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

FAITS CARACTERISTIQUES

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Provision litige URSSAF:

Il existe un contentieux en cours avec l'URSSAF.

La provision nette pour ce litige est de 120 K€.

Provision litige social:

un litige prud'homal est en cours avec un ancien salarié. La provision s'élève à 150 K€ au 30-06-2019.

Fusion EDIGES :

La société IN EXTENSO SECAG a absorbée la société EDIGES (filiale à 100%). Suite à cette fusion, la société IN EXTENSO SECAG a comptabilisé, en produit financier, le boni de fusion de 34 K€.

COVID-19 :

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par le COVID-19 à compter de mars 2020 mais l'impact est resté limité pour l'exercice clos au 30/06/2020.

Compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, l'entité n'est cependant pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel pour l'exercice à venir.

Toutefois, par mesure de prudence, certains paiements ont été décalés :

- charges sociales pour 227 K€ au 30/06/2020, ce montant a été régularisé en juillet 2020,
- Acompte d'IS pour 158 K€ au 30/06/2020,
- Echéances d'emprunt pour 25 K€ au 30/06/2020.

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise en résultant à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

L'exercice a une durée de 12 mois (1/07/2019 au 30/06/2020) contre 13 mois (1/06/2018 au 30/06/2019) lors de l'exercice précédent.

Autres éléments significatifs

Identité de la société consolidante :

Dénomination sociale : AVENIR IE

Forme : SAS

Siren : 844 333 245

Au capital de : 68 041 440 euros

Adresse du siège social :

106 cours Charlemagne

69002 LYON

La société SECAG a été transformée en SAS sur l'exercice.

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE BILAN

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	1 740 696			1 740 696
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	964 080	920		965 000
Immobilisations incorporelles	2 704 777	920		2 705 697
- Terrains	85 581			85 581
- Constructions sur sol propre	1 632 325			1 632 325
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 986 141	44 840		2 030 981
- Matériel de transport	256 900		15 990	240 910
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	883 146	68 825	30 878	921 093
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	6 007	12 844	6 007	12 844
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 850 100	126 509	52 875	4 923 734
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	8 644 582	679 799	717 896	8 606 485
- Autres titres immobilisés	2 384	20		2 404
- Prêts et autres immobilisations financières	40 869	3 516		44 385
Immobilisations financières	8 687 835	683 335	717 896	8 653 274
ACTIF IMMOBILISE	16 242 711	810 765	770 771	16 282 705

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE BILAN

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	920	126 509	683 335	810 765
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	920	126 509	683 335	810 765
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		6 007	38 126	44 133
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		46 868	679 770	726 638
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		52 875	717 896	770 771

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce figure à l'actif du bilan pour sa valeur d'achat, d'apport ou résulte d'opération de fusion.

La valeur d'inventaire du fonds de commerce correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée sur la base des performances opérationnelles actuelles et futures estimées de l'entreprise, ou d'une valeur de marché.

Lorsque des événements ou changements des conditions du marché sont susceptibles de provoquer une perte de valeur, aboutissant à une valeur d'utilité inférieure à la valeur inscrite au bilan, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

	30/06/2020
Éléments achetés	1 673 923
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	66 773
Total	1 740 696

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition ou d'apport et intègrent les malis de fusion suivants:

Mali technique de 115 913 € sur la TUP de H2 Audit et Conseil intervenue au 09 janvier 2007.

Mali technique de 54 860 € sur la TUP de sarl BANOREC intervenue le 01 juillet 2012, compensé par un actif sous-jacent des parts de la SCI et du fonds de commerce

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE BILAN

Mali technique de 700 331 € sur la TUP de sarl GRANVILLAISE DE COMPTABILITE intervenue le 01 janvier 2013, compensé par l'actif sous-jacent du fonds de commerce
Ils ne font l'objet d'aucun amortissement.

Une dépréciation est constituée, lorsque la valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable, pour le montant de la différence.

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS IN EXTENSO COGEX 50200 COUTANCES	210 000	347 934	100,00	95 166
SAS IN EXTENSO CAEN 14200 SAINT CONTEST	600 000	565 108	85,81	116 015
SAS CABINET GARNIER IN EXTENSO 61100 FLERS	182 000	94 771	100,00	21 380
SAS IN EXTENSO NORMANDIE SEINE 76230 BOIS GUILLAUM	100 000	793 673	97,50	251 373
SAS IN EXTENSO ORNE 61009 ALENCON CEDEX	105 000	1 933 562	99,88	200 093
SARL IN EXTENSO SOCIAL NORMANDIE 76800 SAINT-ETIEN	100 000	21 457	100,00	11 354
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	8 558 463	8 374 467			719839
- Participations (détenues entre 10 et 50%)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

NOTES SUR LE BILAN

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	92 875	422		93 297
Immobilisations incorporelles	92 875	422		93 297
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	609 594	68 333		677 928
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 141 072	107 962		1 249 033
- Matériel de transport	160 079	34 698	10 542	184 235
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	608 234	85 126	29 758	663 602
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 518 980	296 118	40 300	2 774 798
ACTIF IMMOBILISE	2 611 855	296 540	40 300	2 868 095

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE BILAN

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 425 959 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	44 385		44 385
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 682 267	5 682 267	
Autres	2 658 872	1 758 872	900 000
Capital souscrit - appelé, non versé	40 435	40 435	
Charges constatées d'avance			
Total	8 425 959	7 481 574	944 385
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - FAE groupe IE	4 656
Clients - FAE hors groupe	596 829
RRR à obtenir & avoirs à recevoir	28 916
Divers - Produits à recevoir	395 865
Total	1 026 267

NOTES SUR LE BILAN

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 568 400,00 euros décomposé en 156 840 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 14/12/2019.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	1 922 196
Résultat de l'exercice précédent	
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	1 922 196
Affectations aux réserves	160 615
Distributions	1 761 582
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	1 922 196

NOTES SUR LE BILAN

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/07/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/06/2020
Capital	1 568 400				1 568 400
Primes d'émission	2 078 345				2 078 345
Réserve légale	156 840				156 840
Réserves générales	5 914 004	160 615	160 615		6 074 618
Résultat de l'exercice	1 922 196	-1 922 196	2 242 269	1 922 196	2 242 269
<i>Dividendes</i>		1 761 582			
Provisions réglementées	23 945		2 200		26 145
Total Capitaux Propres	11 663 730		2 405 084	1 922 196	12 146 618

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	23 945	2 200		26 145
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	23 945	2 200		26 145
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		2 200		

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE BILAN

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	12 500	9 000			21 500
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	249 095	115 923	12 170		352 848
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	655 000				655 000
Total	916 595	124 923	12 170		1 029 348
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		124 923	12 170		
Financières					
Exceptionnelles					

Méthode de calcul des engagements de retraite :

La convention collective applicable est celle des Cabinets d'expertise Comptable. Elle prévoit des indemnités de fin de carrière. Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation à la date du 30/06/2020. Le calcul est réalisé selon la méthode retrospective prorata temporis et tient compte des paramètres suivants :

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes:

- Taux d'actualisation : 1,04 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel défini en fonction de l'ancienneté, sur la base de statistiques réalisées par le groupe IN EXTENSO, fixé à :
 - 14% : si ancienneté inférieure à 5 ans ;
 - 9% : si ancienneté comprise entre 5 et 15 ans
 - 4% : si ancienneté supérieure à 15 ans.

L'incidence sur le résultat d'exploitation est de : -103 753 €.

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE BILAN

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 10 151 697 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 225 799	425 252	1 362 877	437 671
Emprunts et dettes financières divers (*)	1 897 372	80 154	1 017 218	800 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	845 689	845 689		
Dettes fiscales et sociales	3 484 984	3 484 984		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 299	4 299		
Autres dettes (**)	93 267	93 267		
Produits constatés d'avance	1 600 288	1 600 288		
Total	10 151 697	6 533 932	2 380 095	1 237 671
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	130 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	602 403			
(**) Dont envers les groupes et associés	39 201			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 26 440 euros.

NOTES SUR LE BILAN

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - FAR groupe IE	19 317
Fournisseurs - FAR hors groupe	81 647
Intérêts courus sur associés - C/C	323
Dettes provisionnées pour CP	805 251
Dettes provisionnées pour RTT	146 267
Dettes prov. sur part. des salariés	148 500
Personnel - Interssement à payer	5 021
Orga. sociaux - CS sur CP	331 533
Orga. sociaux - Autres CS à payer	30 659
Charges à payer particip eff constr	37 977
Etat - Charges fiscales / ch. pers.	20 267
Charge à payer - CFE	1 114
Charges à payer - CVAE	3 866
Charge à payer - Taxe foncière	12 800
Charge à payer - TVTS	3 317
Charge à payer - Taxe handicap	1 125
RRR à accorder et autres AAE	29 915
Total	1 678 899

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	40 435		
Total	40 435		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 600 288		
Total	1 600 288		

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires	97 913		97 913
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Études			
Prestations de services	13 227 418		13 227 418
Ventes de marchandises	64 296		64 296
Produits des activités annexes	823 642		823 642
TOTAL	14 213 269		14 213 269

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 15 845 euros

Honoraire des autres services : 800 euros

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transferts de charges	2 021	
79143000 - Avantages en nature associés	3 600	
79150000 - Trf de charges - Divers social	156 326	
	161 947	
Total	161 947	

C.F.C.E
 112, bis rue Cardinet
 75017 PARIS
 Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	185	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	686 338	
Autres charges	226 582	
Amortissements dérogatoires	2 200	
Rentrées sur créances amorties		776
Produits des cessions d'éléments d'actif		585 241
Autres produits		226 582
TOTAL	915 305	812 600

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	3 185 721	720 640	2 465 081
+ Résultat exceptionnel	-102 706	-28 758	-73 948
- Participations des salariés	148 864		148 864
Résultat comptable	2 934 151	691 882	2 242 269
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

C.F.C.E
112, bis rue Cordinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 66 718 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	26 145
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourrant à augmenter la dette future	26 145
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles	264 423
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourrant à diminuer la dette future	264 423
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	79 426
(A - B - C - D) * 33 1/3 %	

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

AUTRES INFORMATIONS

Effectif

Effectif moyen du personnel : 139,75 personnes dont 5 apprentis et 4,5 handicapés.

	Personnel salarie	Personnel mis à disposition
Cadres	48	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	92	
Ouvriers		
Total	140	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

C.F.C.E
112, bis rue Cadinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

AUTRES INFORMATIONS

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
<i>Nantissements</i>	946 959
<i>Intérêts restant à payer</i>	42 407
<i>Intérêts prévisionnels sur la participation</i>	7 301
<i>In Extenso Normandie Seine : caution sur emprunt</i>	1 634 112
<i>Promesse d'hypothèque</i>	811 012
Avals et cautions	3 441 791
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	3 441 791
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Comptable aux comptes